

"Sauver l'Europe" dans Il nuovo Corriere della Sera (12 juillet 1947)

Légende: Le 12 juillet 1947, le quotidien italien Il nuovo Corriere della Sera décrit les enjeux politiques et économiques de la conférence de coopération économique européenne qui, au même moment, réunit à Paris les représentants des pays ayant accepté l'aide à la reconstruction proposée à l'Europe dans le cadre du Plan Marshall.

Source: Il nuovo Corriere della Sera. dir. de publ. Guglielmo, Emanuel. 12.07.1947, n° 166; anno 72. Milano: Corriere della Sera. "Salvare l'Europa", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/sauver_l_europe_dans_il_nuovo_corriere_della_sera_12_juillet_1947-fr-c5153db2-d6dd-41cd-b57d-36af63a6oda4.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Sauver l'Europe

L'objectif principal de la brève conférence de Paris qui s'ouvre aujourd'hui est d'entamer les contacts entre les nations européennes qui souhaitent mettre leurs efforts en commun pour faire renaître l'Europe continentale. Les quinze États réunis au palais du Quai d'Orsay sentent tous souffler un vent de solidarité européenne et surtout se sentent libres de l'exprimer. Cela est probablement dû au fait que le caractère de cette séance préliminaire consiste précisément en cette plénitude d'indépendance qui distingue les pays qui prennent part à la conférence des nombreux autres qui auraient souhaité y être présents et qui se rendent compte seulement maintenant de l'utilité essentielle de cette participation, mais qui n'ont malgré cela pas pu accepter l'invitation.

Par ailleurs, étant donné que des voix se sont levées pour accuser les États-Unis, l'Angleterre et même la France de vouloir diviser l'Europe en deux blocs, il a été utile, à l'occasion de cette conférence, qu'une interdiction claire de prendre part même aux travaux préliminaires précise qui souhaite une coalition, quand bien même négative, d'une partie de l'Europe contre les autres États de l'Europe continentale qui ont pour dessein de pourvoir au salut de tous. Car en définitive, c'est à cela que se résume le refus de se rendre à Paris: le refus de collaborer au redressement de l'économie européenne, le refus de voir reflourir les échanges au sein de notre pauvre continent tellement délabré par la guerre et par les destructions, le refus d'appartenir librement et consciemment à cette grande communauté, berceau de la civilisation, tout cela pour faire partie d'un bloc qui arbore sur ses fanions l'illusion mélancolique de l'autarcie. D'ailleurs, nous les Italiens, nous l'avons expérimentée, cette lubie tragique pendant de trop nombreuses années pour pouvoir oublier jusqu'où elle finit par nous amener.

Aussi, c'est avec une profonde amertume que nous déplorons cette scission de l'unité économique de notre continent; en effet, celle-ci ne répond à aucun critère de logique économique mais se trouve déterminée exclusivement sous un angle politique, tout comme l'étaient aussi les raisons qui déterminaient l'isolement autarcique, bien plus partial, de l'Allemagne et de l'Italie, au cours de la décennie qui précédait la guerre, et qui avaient contribué malheureusement à les précipiter toutes les deux vers la ruine. Et si l'histoire pouvait nous enseigner quelque chose, ce serait que les quelques États qui gravitent autour de l'orbite de l'Est devraient tirer une leçon de l'époque où ils militaient, juste avant la dernière guerre mondiale, dans l'orbite de l'axe Hongrie, Finlande, Yougoslavie, Albanie, Roumanie et Bulgarie, et qui aujourd'hui répètent, bon gré, mal gré, l'erreur d'alors, mais cette fois, dans l'autre camp. Peut-être que la position géographique (d'après la définition que la Finlande a donnée de son choix) ou l'indépendance non acquise sont à l'origine de cette aberration qui devra fatalement être expiée, comme on expie, dans la vie comme dans la politique, toutes les erreurs fondamentales.

Personne ne pourra se plaindre si aujourd'hui à Paris, à l'opposé du bloc désormais démêlé des États de l'Europe centre-orientale qui ne jouissent pas d'une complète indépendance politique (même si Molotov réclame pour eux une conception des plus illusoire de la souveraineté nationale, qui elle, est une tout autre chose), on en vienne à constituer un bloc de nations libres, régies par un régime démocratique authentique, essayant honnêtement de s'aider l'une l'autre et cherchant sincèrement une formule de solidarité capable d'éliminer les germes de toute divergence future.

Après deux années de conférences internationales, toutes se clôturant sur un désaccord cuisant, il est enfin temps d'amorcer des décisions positives et de se mettre d'accord, même si le nombre des États qui devraient y prendre part devait être plus restreint. Cela sera d'autant plus utile pour la diplomatie ainsi que pour la sincérité des relations internationales. L'Italie n'aura pas à se plaindre d'une telle clarification des choses car, jusqu'ici, c'est toujours notre pays qui a payé les frais de cette fausse solidarité européenne dont personne n'était convaincu. En

somme, toutes les concessions faites à la Russie en vue de l'apaiser étaient consignées sur notre compte et, à peine terminée cette hypocrisie, a cessé, comme par magie, la nécessité de continuer à nous considérer comme un État ennemi, que dis-je, l'unique État ennemi, puisque l'Allemagne n'existe pas encore en tant qu'État et que tous les pays satellites de l'axe ont été absous et accueillis dans le giron de leur auguste mère slave, la Russie, qui les protège et les défend.

Par ailleurs, face aux avantages que présente une clarification de la situation diplomatique et à la revalorisation de notre pays qui fatalement suivra, il y en a qui redoutent le danger d'un conflit entre les deux blocs. Allons! Ce n'est qu'un épouvantail dont il faudra se libérer immédiatement. L'expérience, autant celle de la Première que celle de la Seconde Guerre mondiale, nous démontre que les risques d'un conflit existent surtout lorsqu'on ne se trouve pas face à des coalitions bien définies. Par deux fois, l'Allemagne s'est résolue à déclencher son offensive pensant que l'Angleterre ne descendrait pas sur le champ de bataille. C'est à cause de sa conviction que les nations démocratiques n'allaient pas se battre que l'Allemagne a déclenché sa machine de guerre: et la politique d'«apaisement» qui a atteint son point culminant à Munich, a encouragé Hitler dans ses desseins fous. Une Europe de nations disloquées, isolées, rivales, constituerait une proie qui suscite plus d'appétits que si c'était un bloc de pays engagés par des liens positifs et profitables du point de vue des échanges, par une unité des orientations politiques, par des programmes communs. L'union fait la force. Et ici, il est question d'union entre les pays les plus évolués du monde, entre les installations industrielles les plus puissantes du globe.

Maintenant, celui qui propage des visions apocalyptiques oublie qu'une génération au moins devra passer avant que les souvenirs de cette guerre effroyable ne s'évanouissent et qu'il soit possible d'en déclencher une autre. Aucun pays démocratique ne fait de déclaration de guerre sans qu'il ne soit attaqué. En fin de compte, même dans l'autre camp, les ressources sont à bout.

Au lieu de tout cela, rappelons-nous notre récente expérience de pays totalitaire pour comprendre certains comportements. Pendant vingt-cinq années, l'Italie fut mise sous pression, dans un état de mobilisation permanente. Est-ce peut-être parce que Mussolini avait l'intention dès 1925 de déclarer la guerre à un autre pays? Non. C'était parce que cette prédication concernant le danger extérieur, cette tension vis-à-vis des autres, lui était utile pour supprimer la liberté à l'intérieur et s'assurer la domination de son propre parti.

Il est donc inutile de craindre que la Russie ne veuille pas laisser s'affirmer en Europe une situation d'entente entre les peuples, un vent de paix et de prospérité. Moscou a d'excellentes raisons d'ordre intérieur, comme le veut tout État totalitaire, pour agir ainsi.